



50%

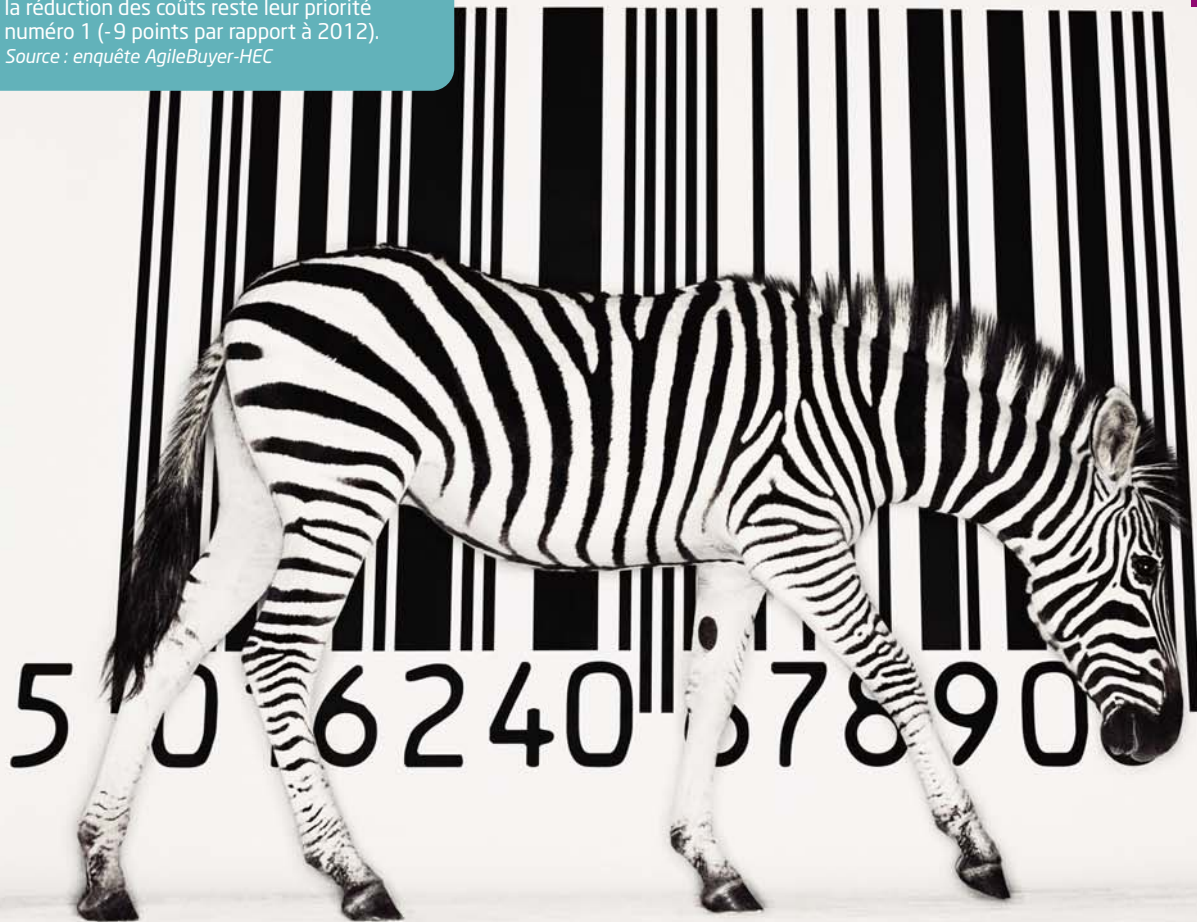
du chiffre d'affaires, c'est le poids moyen des achats dans les entreprises.
Source : ADEME

69%

des professionnels connaissent la Charte des bonnes pratiques d'achats en 2012.
Source : enquête AgileBuyer-HEC

73%

des responsables achats affirment que la réduction des coûts reste leur priorité numéro 1 (-9 points par rapport à 2012).
Source : enquête AgileBuyer-HEC



Entreprises, achetez **responsable !**

08 • CONTEXTE La démarche d'achats responsables permet de réaliser des gains économiques, d'améliorer l'image de l'entreprise et de consolider une politique RSE. **10 • ACTIONS** Dominique Veuillet, ingénieur de l'ADEME, confirme la prise de conscience des entreprises et détaille les actions de l'Agence. **12-13 • TERRAIN** Appel à candidatures en Alsace, formations en Aquitaine et deux démarches exemplaires : l'entreprise Meda Manufacturing et la polyclinique Francheville.



01

© Echo/Punchstock

Projet fédérateur et levier stratégique

La mise en place d'une démarche d'achats responsables permet de réaliser des gains économiques, d'améliorer l'image de l'entreprise et de consolider sa politique RSE... Cette prise de conscience tend à se systématiser.

01 Les directions achats ont un rôle d'interface stratégique entre l'entreprise et ses fournisseurs. Par des partenariats, elles peuvent avoir une influence bénéfique sur le tissu économique local.

Les achats représentent en moyenne 50% du chiffre d'affaires des entreprises. Véritable levier stratégique, ils constituent également un vecteur essentiel d'amélioration de la performance économique. La fonction achats est en outre en contact avec les autres services et l'environnement de l'entreprise – fournisseurs en particuliers –, véhiculant ainsi son image. « S'engager dans une démarche d'achats responsables consiste à intégrer des critères environnementaux et sociaux dans le processus achats », explique Dominique Veuillet, ingénieur au service Éco-conception et Consommation durable de l'ADEME. Concrètement, cette démarche se décline en différentes phases : réalisation d'un état des lieux et analyse des besoins ; identification des axes d'amélioration et élaboration d'une stratégie ; mise en place d'un plan

d'action dans une logique de cycle de vie et de coût global, et déploiement en interne et dans les relations avec les fournisseurs.

VALEUR AJOUTÉE PARTAGÉE

La mise en place d'une démarche d'achats responsables est un projet fédérateur qui peut être source de bénéfices multiples pour l'entreprise. Des gains économiques bien sûr, mais aussi une meilleure maîtrise des risques – qu'ils soient sociaux, environnementaux ou économiques –, une image renforcée auprès des partenaires et des clients... « Faire évoluer la fonction achats est également vecteur d'innovation et de création de valeur, notamment dans le cadre de synergies avec les fournisseurs et prestataires », poursuit Dominique Veuillet. En effet, les directions achats ont un rôle d'interface



Repères

62%

des responsables achats considèrent comme une priorité la mise en place d'une politique d'achats responsables.
Source : baromètre ObsAR 2013

200 milliards d'euros

C'est le montant de la commande publique. Les PME accèdent à 60% de ces marchés en nombre, mais à 20% seulement en valeur.

Source : ministère du Redressement productif

49%

des responsables achats déclarent manquer d'indicateurs de mesure ou de référentiel clair pour mettre en place des achats responsables.
Source : baromètre ObsAR 2013

stratégique entre l'entreprise et ses fournisseurs. En établissant avec eux de véritables partenariats, elles peuvent avoir une influence bénéfique sur le tissu économique local. » Enfin, la mise en œuvre d'une politique d'achats responsables dans le cadre des achats courants ou dans une démarche d'éco-conception consolide la stratégie de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). À ce titre, la publication de la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale et sa déclinaison dans la fonction achats devraient donner un coup d'accélérateur aux achats responsables.

UN OBJECTIF ET DES OUTILS

L'intégration du développement durable dans les différentes fonctions de l'entreprise, y compris les achats, est un phénomène encore récent. Dans une étude réalisée par HEC Paris en 2009 auprès de

directions achats de grands groupes, 90% des directeurs achats considéraient le développement durable comme une priorité. Mais seuls 7% d'entre eux avaient pleinement atteint leurs objectifs, faute d'outils appropriés. Raison pour laquelle l'ADEME a décidé d'identifier les besoins et les attentes des entreprises pour leur proposer toute une gamme d'outils dédiés (*lire encadré p. 10*). Si la prise en compte de critères de développement durable dans les achats est assez récente, l'intérêt va croissant, comme le souligne le baromètre 2013 des achats responsables. La quatrième édition de cette étude, menée par l'Observatoire des achats responsables (ObsAR) avec Opinion Way (étude portant sur 383 questionnaires complets issus à 65% du secteur privé et 35% du secteur public), montre en effet que, malgré la crise économique, 62% des responsables achats considèrent comme une priorité la mise en place d'une politique d'achats responsables. Globalement, concernant le secteur privé, 75% des personnes interrogées déclarent avoir déjà engagé cette démarche. Parmi eux, une majorité (32%) l'ont intégrée dans leur fonctionnement depuis un à trois ans. « *Les motivations principales ont trait au respect des réglementations et des normes, à l'image de l'entreprise et à une démarche de qualité totale* », indique encore Dominique Veuillet. La réduction des coûts liés à la fourniture de produits et de services et la préservation de la planète se placent respectivement aux quatrième et cinquième rang des motivations.

02
Véritable kit de lancement, la boîte à outils de l'ADEME facilite la sensibilisation et permet le passage à l'acte.



02

© Thinkstock

ZOOM SUR /

La boîte à outils de l'ADEME

Accessible sur le site de l'ADEME, la boîte à outils « achats responsables » propose aux entreprises des documents et des outils destinés à faciliter la sensibilisation des acteurs en interne et en externe, à mieux s'approprier les notions essentielles et à accompagner la mise en place d'une démarche d'achats responsables au sein d'une PME ou d'un grand groupe. Vingt fiches de retour d'expérience sont disponibles. Les décideurs et acheteurs peuvent constituer leur propre boîte à outils en fonction de leurs besoins et de la maturité de l'entreprise sur le sujet.



www.ademe.fr/eco-achats



dominique.veuillet@ademe.fr

PRISE EN COMPTE CROISSANTE

Autre enseignement de cette étude : la mise en place d'une politique d'achats responsables est lente mais tend à se systématiser. Ainsi, 72% du panel ont diffusé en interne la démarche, 62% ont formalisé des objectifs précis et 58% ont entrepris un travail de concertation avec leurs parties prenantes, externes ou internes... Et, preuve que le sujet prend une importance grandissante, 52% des personnes interrogées évaluent les résultats obtenus conformes à leurs objectifs. Des objectifs en pleine évolution, avec des perspectives de progrès importantes pour mieux encore respecter les valeurs sociales et sociétales, réduire les risques environnementaux, contribuer au développement économique et au maintien de la croissance de l'activité. /

Dominique Veillet / Ingénieur au service Éco-conception et Consommation durable de l'ADEME

“Tenir compte des spécificités de chacun”

Dominique Veillet présente les évolutions des pratiques d'achats responsables au sein des entreprises et les actions de l'Agence.

Quel a été le rôle de l'ADEME ces dernières années pour promouvoir des démarches d'achats responsables ?

Dominique Veillet : L'action de l'Agence a été déclinée en deux parties pour faire émerger une offre de produits plus respectueux de l'environnement et dynamiser la demande. Le premier axe consiste à évaluer la performance environnementale des produits en privilégiant une approche cycle de vie (ACV), qui prend en compte les différentes étapes, de la fabrication à l'utilisation et à la fin de vie des produits. Ce socle technique permet de proposer aux acheteurs des réponses concrètes qui peuvent guider leurs choix en intégrant des critères environnementaux (consommation de ressources et d'énergie, substances toxiques, recyclabilité, gestion des déchets). Parallèlement, nous avons lancé de multiples initiatives à destination des organisations pour les sensibiliser à l'intérêt d'une démarche d'achats responsables.

Ces actions font écho à celles lancées à l'adresse du secteur public ?

D.V. : En effet, dès les années 2000, les acheteurs, notamment de collectivités, nous ont sollicités sur cette question, rendue encore plus prégnante à partir de 2006 par l'article 5 du Code des marchés publics, qui oblige les acheteurs publics à prendre en compte le développement durable dans leurs appels d'offres. Ceci a été renforcé avec la loi portant engagement national pour l'environnement et, concernant les entreprises privées, avec l'avènement de la norme ISO 26000, qui, sous l'impulsion de l'AFNOR, a été déclinée dans la fonction achats. Ainsi est née la norme NF X50-135 « achats responsables », proposant des recommandations aux décideurs et aux acheteurs qui souhaitent maîtriser leurs coûts tout en anticipant les risques économiques, sociaux et environnementaux.

Quelles ont été les grandes évolutions dans ce domaine ?

D.V. : Les premiers contacts avec les acteurs du secteur public ont permis de structurer notre action en région avec des acheteurs motivés sur cette question. L'ADEME a ensuite contribué à organiser des réseaux, fédérés à l'échelle nationale, pour faire avancer la réflexion et la mise en place de politiques dédiées. Peu à peu, de telles démarches ont retenu l'attention des entreprises privées désireuses de mettre en œuvre ces pratiques. Un des enjeux est, comme l'a

Aller plus loin

PUBLICATIONS /

- Le passeport éco-produit : *guide destiné aux professionnels pour les aider à rendre leurs achats plus respectueux de l'environnement*
- Tout savoir sur les logos environnementaux - *panorama destiné aux professionnels* (réf. G 21734) - et Les logos environnementaux sur les produits - *panorama destiné au grand public* (réf. 7706)
- Enquête sur les achats responsables : pratiques actuelles, attentes et besoins des entreprises
- Norme AFNOR NF X50-135 « Achats responsables »

SITES /

- www.ademe.fr/eco-achats : accès aux outils ADEME, passeport éco-produit et boîte à outils « achats responsables ». Cette boîte rassemble un ensemble de fiches pratiques et une vingtaine d'outils mis à disposition gratuitement par l'ADEME
- www.ecoresponsabilite.ademe.fr : site ressource pour les gestionnaires et responsables de services pour déployer une démarche d'écoresponsabilité
- www.ademe.fr/eas : des témoignages exemplaires accessibles en sélectionnant le thème « Management environnemental et éco-produits »
- www.guidetopten.fr/topten_pro.html : guide d'achat public et professionnel écoresponsable
- www.socialement-responsable.org : informations sur les achats socialement responsables et les structures d'insertion par l'activité économique
- www.ville-emploi.asso.fr : réseau national des maisons de l'emploi et des plans locaux pour l'insertion et l'emploi
- www.ecolabels.fr : le site dédié aux ecolabels
- www.obsar.asso.fr : le site de l'Observatoire des achats responsables

MANIFESTATIONS /

- **Pollutec Buy&Care** : le secteur « Produits et développement durable », du 3 au 6 décembre 2013, Paris-Nord Villepinte (Hall 6)

confirmé l'enquête que nous avons menée en 2010, de tenir compte des spécificités de chacun : les grandes entreprises disposent pour la plupart de fonction achats bien structurées, ce qui n'est pas forcément le cas des PME...

À la suite de l'enquête réalisée par l'Agence en 2010, quels ont été les outils déployés à l'attention des entreprises ?

D.V. : L'instrument majeur est la boîte à outils « achats responsables » (*lire encadré p. 9*) destinée aux grands groupes et aux PME. En parallèle à ce kit de lancement, l'ADEME met à disposition des



« L'enjeu est la prise de conscience quant à l'intérêt de cette démarche, qui met en pratique les fondamentaux de la responsabilité sociétale des entreprises. »

Dominique Veuillet



entreprises le passeport éco-produit, un guide conçu pour aider les professionnels à rendre leurs achats plus respectueux de l'environnement. Ce document fournit des définitions et des repères sur la notion de qualité écologique des produits, propose des clés pour se préparer à l'achat responsable ainsi qu'une méthode d'organisation.

Quels sont les autres instruments qui pourraient accompagner les entreprises dans leur démarche ?

D.V. : La publication *Tout savoir sur les logos environnementaux* complète notre offre. Elle fournit un panorama des logos environnementaux apposés sur les produits et permet de mieux les comprendre pour guider les choix des acheteurs. L'Ecolabel européen distingue, quant à lui, des produits plus respectueux de l'environnement. Ses critères d'attribution garantissent l'aptitude à l'usage des produits et une réduction de leurs impacts environnementaux tout au long de leur cycle de vie. Enfin, le site internet *TopTen Pro*, récemment décliné pour les acheteurs professionnels, sélectionne une offre optimale de produits sur la base de critères d'efficacité énergétique, d'impact sur l'environnement, de santé et de qualité.

Selon vous, quelles sont les perspectives de développement de la démarche d'achats responsables ?

D.V. : L'enjeu actuel consiste à renforcer la prise de conscience quant à l'intérêt de cette démarche, qui met en pratique les fondamentaux

VOS QUESTIONS, NOS RÉPONSES /

Acheter responsable coûte-t-il plus cher ?

Le coût lié aux achats responsables dépend des familles d'achats. Certaines peuvent parfois présenter un surcoût, d'autres au contraire sont plus économes en énergie - parc informatique par exemple - et peuvent donc générer des gains substantiels sur la durée de vie des produits. Plus globalement, la démarche d'achats responsables doit avant tout passer par une évaluation des différents paramètres économiques et surtout par un dimensionnement approprié des achats en fonction des besoins réels, comme dans le cas des flottes de véhicules. /

Qu'est-ce que le coût global des achats ?

En plus du coût d'achat *stricto sensu*, le coût global intègre les coûts d'utilisation, de maintenance et ceux liés à la fin de vie des produits. C'est l'un des paramètres essentiels d'une politique d'achats responsables bien menée. Pour démarrer, les PME, en particulier, peuvent cibler leurs achats prioritairement sur les familles d'achats présentant les meilleurs gains en coût global (familles énergivores par exemple), sources potentielles d'économies pour l'avenir. /

de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Il s'agit d'un réel axe structurant pour aller plus loin sur la voie du développement durable tant en interne qu'en externe, en lien avec les parties prenantes. C'est dans cette vision que l'ADEME se mobilise pour activer des relais, en travaillant notamment avec les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) et les réseaux professionnels et en développant les initiatives soutenues par ses directions régionales. /



dominique.veuillet@ademe.fr

« Favoriser la performance par les achats responsables »

La direction régionale Alsace de l'ADEME a lancé un appel à candidatures pour soutenir des projets d'achats responsables des entreprises. Présentation de cette initiative.



© ADEME

Florence Huc / chargée de mission entreprises à l'ADEME.

En quoi consiste cet appel à candidatures ?

Florence Huc : Il s'agit de favoriser la mise en œuvre de politiques d'achats responsables au sein des entreprises situées en Alsace, PME comme grands groupes, dans un cadre assez souple puisque les candidats peuvent choisir leur bureau d'études, à condition cependant que celui-ci dispose d'une réelle compétence en matière d'achats et de développement durable. Cette initiative prolonge les actions de la direction régionale en matière d'éco-conception et d'affichage environnemental.

Quels types de projets sont visés ?

F.H. : Tous les projets permettant de faire progresser la démarche d'achats responsables, tant du point de vue environnemental que social et économique, sont concernés. La nature des projets peut aussi varier selon la maturité des entreprises dans ce domaine : audit préalable, définition

d'une stratégie, mise en œuvre d'un plan d'action, consolidation d'une démarche déjà engagée...

Quels sont les partenaires et les échéances de cette initiative ?

F.H. : L'ADEME travaille avec la Région Alsace, la CCI et la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (CDAF). Une première réunion de présentation a rassemblé une vingtaine d'entreprises en octobre et nous évaluerons les dossiers au début de l'année prochaine. Au total, une dizaine de projets seront retenus et soutenus financièrement. /



florence.huc@ademe.fr



www.alsace.ademe.fr

Une nouvelle génération d'économies

La polyclinique Francheville, acteur majeur de la ville de Périgueux, se veut exemplaire en matière de développement durable, notamment dans le domaine des achats.

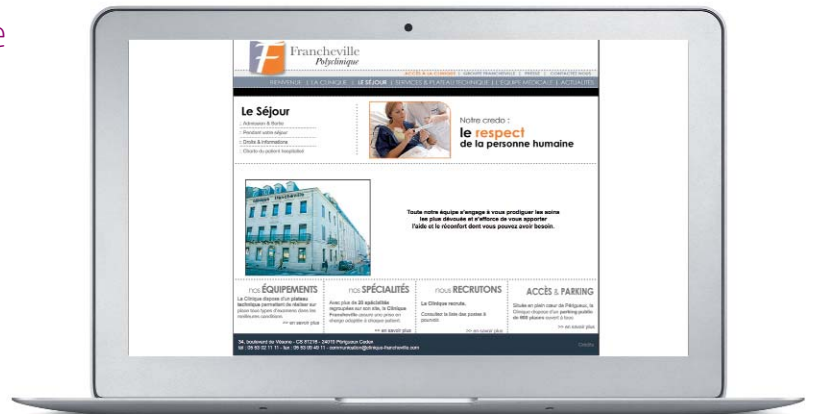
La qualité des soins et le respect des mesures de sécurité et d'hygiène les plus strictes représentent un engagement fort de la polyclinique Francheville, située à Périgueux (Dordogne). En tant qu'acteur emblématique de la ville (premier employeur privé), elle se doit par ailleurs « de réfléchir à ses comportements, tant du point de vue de la consommation de fluides que de la production de déchets », estime Pierre Malterre, directeur de l'établissement. Dans le cadre de son engagement pour le développement durable et pour répondre aux exigences de la Haute Autorité de santé, notamment en matière d'achats écoresponsables, l'établissement a donc mené une réflexion globale sur son projet d'achat de serveurs informatiques. Il a lancé un appel d'offres, avec un critère de notation environnemental entrant pour 10 %

dans la note globale des candidats. « Notre engagement environnemental sur cet appel d'offres a abouti à une diminution de 30 % de la consommation électrique et de 20 % des besoins en refroidissement des équipements », souligne Serge Besse, directeur des services techniques. La mise en veille intelligente des équipements non utilisés participe à cette génération d'économies. » À terme, c'est la polyclinique dans son ensemble qui aura été

repensée autour d'exigences environnementales et sociales, favorisant à la fois une gestion financière responsable et une augmentation de la valeur ajoutée des prestations de l'établissement. /



Retrouvez le retour d'expérience de la polyclinique dans la boîte à outils « achats responsables » de l'ADEME, sur www.ademe.fr/eco-achats



Un projet valorisant et rentable

Le laboratoire pharmaceutique Meda Manufacturing a souhaité étendre son système de management environnemental, certifié ISO 14001, à toute la chaîne de production, incluant la phase amont : les achats. Un projet qui rassemble.

Meda Manufacturing est un laboratoire membre du groupe pharmaceutique Meda, présent dans 50 pays.

« Dans sa charte éthique, Meda donne une large part au développement durable, explique Bernard Duzert, directeur du site industriel français. Cette charte est couplée depuis quelques années à un code de conduite des fournisseurs du Groupe. Il nous a donc semblé naturel de mettre en place une vraie politique d'achats responsables, permettant de mesurer l'impact de nos activités sur l'environnement. » Dans cette optique, tous les services de l'entreprise se mobilisent : R&D, marketing, production... C'est le site de production dans son ensemble qui est géré via un système de management environnemental, certifié

ISO 14001. « À terme, c'est l'entreprise et son offre qui seront entièrement organisées autour de la création de valeur durable », indique Sabine Jean-Dubourg, directrice approvisionnements et achats responsables.

L'un des bénéfices pour Meda Manufacturing est sans doute l'engagement de ses collaborateurs et de ses fournisseurs dans un projet commun et fédérateur. Le laboratoire a ainsi travaillé en étroite collaboration avec ses fournisseurs pour réduire le poids des flacons de son produit leader (vendu à plus de 25 millions d'exemplaires par an en Europe), soit une économie annuelle de 49 tonnes de polyéthylène haute densité (environ 93 tep de CO₂/an). Il travaille par ailleurs avec des fournisseurs locaux pour

réduire l'impact carbone. Considérée sous l'angle économique, cette nouvelle manière d'aborder les achats dans leur globalité permet d'envisager des gains substantiels à long terme et de travailler en réel partenariat avec ses fournisseurs.

Enfin, cette démarche est source de valorisation supplémentaire et différenciante, notamment pour les clients de Meda Manufacturing eux-mêmes engagés dans le développement durable. /



sabine.jean@meda.fr



Retrouvez le retour d'expérience de Meda Manufacturing dans la boîte à outils « achats responsables » de l'ADEME, sur www.ademe.fr/eco-achats



« Intégrer les principes de la RSE »

La direction régionale Aquitaine de l'Agence mène plusieurs projets dans différents secteurs, qui visent l'intégration de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) à leur politique d'achats.



© ADEME

Romain Garcia / chargé de mission achats responsables et consommation durable à l'ADEME Aquitaine

Comment se concrétisent ces projets en faveur des achats privés responsables ?

Romain Garcia : Un de nos projets est mené en partenariat avec les CCI de Pau et de Bayonne depuis début 2013. Il s'agit de former six entreprises sélectionnées – issues de secteurs très différents, du BTP à la communication en passant par l'électronique – à une meilleure intégration des principes de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans leur politique d'achats responsables. Concrètement, l'ADEME et ses partenaires financent un prestataire spécialisé dans ce type de démarche.

Sur quel dispositif reposent ces « formations-actions » ?

R.G. : Elles sont organisées en deux périodes avec, dans une première phase, des enseignements axés sur la RSE et l'apprentissage d'un outil dédié aux achats responsables (sous forme de fichier Excel standard). Dans un deuxième temps, nous accompagnons les entreprises pour qu'elles créent un

plan d'action qui leur permette de s'intégrer pleinement dans la démarche achats responsables.

Qu'en est-il du projet mené avec Coop de France Aquitaine ?

R.G. : Ce programme de formation est dédié au secteur agro-alimentaire. Il repose sur un diagnostic des actions engagées par huit entreprises et sur la prise en main d'un logiciel répondant spécialement aux spécificités de ce domaine d'activités. Tout comme pour le projet mené avec les CCI de Pau et de Bayonne, une phase de restitution des expériences de chacun, prévue fin 2014, suivra la période d'apprentissage. /



romain.garcia@ademe.fr



www.aquitaine.ademe.fr
www.bayonne.cci.fr
www.pau.cci.fr